

Emmanuel Macron, l'idiote utile de l'extrême droite

PAR ELLEN SALVI
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 20 JUIN 2022



Emmanuel Macron et Marine Le Pen au palais de l'Élysée, le 21 novembre 2017. © Photo Denis Allard / REA

En jouant les apprentis sorciers de la triangulation, le président de la République a permis au RN d'entrer en force à l'Assemblée nationale. Plutôt que de lutter contre les idées racistes et xénophobes du parti de Marine Le Pen, il leur a fait la courte échelle par pur cynisme politique.

L'extrême droite peut remercier Emmanuel Macron. Grâce au chef de l'État, le Rassemblement national (RN), arrivé au second tour de l'élection présidentielle pour la deuxième fois consécutive, remporte aujourd'hui des dizaines de sièges – 89 très exactement – à l'Assemblée nationale. Face à la coalition Ensemble et à la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), il devient **l'un des principaux groupes d'opposition** au Palais-Bourbon, sans même avoir eu besoin de mener campagne. Et en se contentant de profiter du cynisme présidentiel.

C'est le résultat de cinq années **de craquage d'allumettes**, durant lesquelles Emmanuel Macron aura joué avec tous les feux politiques afin de réinstaller un nouveau duel avec Marine Le Pen. «*Je ferai tout, durant les cinq années qui viennent, pour que [celles et ceux qui ont choisi le RN] n'aient plus aucune raison de voter pour les extrêmes*», avait assuré l'intéressé au soir de sa première victoire, **en mai 2017**. Pour reprendre la pirouette qu'il avait utilisée **sur un autre sujet**: «*Je ne dirais pas que c'est un échec : ça n'a pas marché.*»



Emmanuel Macron et Marine Le Pen au palais de l'Élysée, le 21 novembre 2017. © Photo Denis Allard / REA

Sous prétexte de «*dépasser les clivages et les tabous*», le chef de l'État a en réalité très vite sombré dans les mêmes obsessions identitaires que Nicolas Sarkozy. Comme son prédécesseur, il a fait siennes les marottes de l'extrême droite et laissé ses ministres utiliser son vocabulaire ou recycler ses idées. Bien loin du «*progressisme*» et de «*la pensée complexe*» qu'ils promettaient d'incarner, les macronistes ont passé leur temps, au cours des cinq dernières années, à agiter le chiffon de l'«*islamo-gauchisme*» avec l'aplomb des convaincus et à jouer avec «*le bon sens du boucher charcutier de Tourcoing*» **au mépris** des règles de base d'un débat public décent.

Cyril Hanouna est devenu leur meilleur relais médiatique. **Marlène Schiappa** a donné des leçons de citoyenneté à la terre entière. **Jean-Michel Blanquer** a nagé dans les eaux troubles de l'anti-wokisme. **Sarah El Haïry** – c'est une ancienne ministre – a décrit les frissons d'horreur que lui inspiraient «*les discours intersectionnels du moment*», plus effrayants, à l'en croire, que ceux d'Éric Zemmour. Amélie de Montchalin a promis le «*chaos*», le «*désordre*», l'«*anarchie*» et quelques pluies de grenouilles. Manuel Valls est resté **Manuel Valls**.

Du rempart au marchepied

Plutôt que de prendre au sérieux le mouvement social **des «gilets jaunes»**, en permettant un nouveau souffle institutionnel, Emmanuel Macron s'est enfermé dans une présidence de plus en plus solitaire et indifférente aux aspirations citoyennes. **Sur les violences policières** comme **sur la réforme des retraites** ou la question **de l'urgence climatique**, il a opposé un déni constant aux revendications de la

société. Les mots ont été vidés de leur sens. Les coups de menton ont pris le pas sur les convictions. Et les repères ont été brouillés au gaz lacrymogène.

On aurait pu imaginer, l'espace d'un instant, que les résultats de Marine Le Pen à la présidentielle et les taux croissants d'abstention calment un peu l'ardeur de ce petit monde de pyromanes. Après tout, une lumière aurait pu s'allumer quelque part, chez celles et ceux qui ont réellement craint de voir l'extrême droite arriver au pouvoir au mois d'avril. Mais plutôt que de remercier cet électorat de gauche qui, une nouvelle fois, a pris sur lui pour faire barrage au projet néofasciste du RN, la majorité sortante s'est empressée de le mépriser **de plus belle**.

En renvoyant dos à dos l'extrême droite et la gauche unie, les macronistes ont balayé **les valeurs républicaines** dans lesquelles ils se drapaient

jusqu'alors. Ils ont dépolitisé la campagne, affaibli la démocratie et banalisé les candidat-es du RN. L'éviction des figures qui ont marqué le précédent quinquennat – **Jean-Michel Blanquer** au premier tour des législatives, Richard Ferrand, Christophe Castaner et Amélie de Montchalin au second – et l'absence de majorité absolue sont les signes patents de leur échec.

Il n'y aurait sans doute rien à ajouter si Emmanuel Macron et ses soutiens étaient les seuls à pâtir de cette stratégie néfaste. Mais en observant le nombre inédit d'élus RN qui s'appêtent à s'asseoir sur les bancs de l'Assemblée, on ne peut qu'être amers. Le confusionnisme, le nivellement par le bas et la malhonnêteté intellectuelle du président de la République et de ses soutiens ont servi de passerelle vers l'hémicycle aux idées racistes et xénophobes qu'ils prétendaient combattre. C'est leur responsabilité. Et notre catastrophe.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 127 avenue Ledru Rollin, 75011 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 127 avenue Ledru Rollin, 75011 Paris

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru Rollin, 75011 Paris